

L'extrême droite est aussi l'ennemie de la Fonction publique et de ses agent·es !

Le score atteint par l'extrême-droite, notamment le Rassemblement national, aux élections européennes est inquiétant.

Pour une large part, ce vote est la résultante des politiques menées depuis des années qui provoquent incompréhension et colère.

De ce point de vue, les responsabilités d'Emmanuel Macron et de tous ses soutiens sont accablantes.

Reculs sociaux tous azimuts, austérité renforcée, atteintes à la démocratie, condescendance et mépris envers les plus démunies : c'est peu de dire que le pouvoir exécutif a contribué à nourrir le mécontentement légitime de millions de nos concitoyen·nes.

À rebours de ses déclarations, Emmanuel Macron a contribué directement au renforcement du Rassemblement national.

Tout à sa mégalomanie et à ses opérations politiciennes de bas étage, il vient de prendre la décision de dissoudre l'Assemblée nationale. Ce faisant, il prend sciemment le risque de confier les clefs du pouvoir à l'extrême droite, de surcroît dans un calendrier précipité. Avec ses affidés, il prétend ainsi redonner la parole au peuple.

Pourquoi ne l'a-t-il pas fait lorsqu'il a imposé sa contre-réforme des retraites rejetée par l'immense majorité de la population ?

Face au danger d'un possible gouvernement d'extrême droite dans les prochaines semaines, la CGT Fonction publique entend tout mettre en œuvre pour empêcher un tel scénario catastrophique.

Avec sa confédération, elle s'inscrit dans toutes les initiatives afin d'endiguer la montée du Rassemblement national.

Outre sa disponibilité pour œuvrer dans ce sens dans le champ syndical et au-delà, c'est aussi en portant des propositions et des revendications alternatives que la CGT Fonction publique entend agir.

Si elle est indépendante, la CGT Fonction publique ne saurait être neutre dans la situation que nous vivons. Dans ce combat pour la démocratie et le progrès social, la CGT Fonction publique tient à nouveau à affirmer que l'extrême droite est l'ennemie de l'ensemble des travailleur·s·es.

L'extrême droite ennemie pour la Fonction publique et ses personnels :

- ▶ **Le Rassemblement national est opposé aux augmentations générales des salaires des fonctionnaires et agent·es** et, en particulier, à la revalorisation du point d'indice. Cela confirme bien que sa prétendue dimension sociale n'est qu'un vernis. Ajoutons à cela que les augmentations très ciblées, auxquelles il s'annonce favorable, laissent planer peu de doute quant à sa volonté de mettre fin à la grille indiciaire unique ;
- ▶ **Les créations d'emplois qu'il propose sont essentiellement concentrées sur les secteurs sécuritaires.** Car, le Rassemblement national a une conception des missions publiques liée à sa vision de la société et non pas à l'intérêt général ; 🗑️



FLASHER LE
CODE POUR
SE SYNDIQUER

- **De plus, comme il est dans le même temps pour une réduction des budgets de l'action publique, il est sûr qu'il procédera à de nombreuses suppressions d'emplois** dans de nombreux secteurs des trois versants constitutifs de la Fonction publique ;
- **Favorable à la privatisation de l'audiovisuel public**, le Rassemblement national remettra donc en cause l'information publique pour la confier aux intérêts privés, sapant ainsi des fondements démocratiques essentiels ;
- **Dans la même logique, il n'hésitera pas à s'attaquer à des secteurs essentiels de la Fonction publique ne correspondant pas à sa doctrine.**

C'est dire, pour se limiter à quelques exemples, combien les missions publiques liées à l'écologie, aux droits des étrangers, aux missions de contrôle, aux droits des femmes, aux droits des personnes LGBTQIA+ sont en danger.

Comme est en danger l'exercice du droit de grève dans les services publics, sans cesse remis en cause dans les déclarations des responsables du mouvement d'extrême droite qui n'apprécie et ne tolère les organisations syndicales que lorsqu'elles sont à sa botte.

Ses discours permanents et fallacieux contre une justice orientée, contre des juges présentés comme partisans et militants d'extrême gauche pour la plupart, indiquent clairement que le Rassemblement national s'attaquera à l'indépendance des juges d'instruction. En corollaire, il réduira leurs missions pour les consacrer essentiellement à la répression.

Parmi d'autres, ces éléments démontrent que, pour avoir les coudées franches, le Rassemblement national cherchera à démanteler complètement le Statut général, socle démocratique antinomique de sa conception de la société.

De fait, la « préférence nationale » mise en avant par le Rassemblement National est la négation des principes fondateurs du Statut général qu'il s'agisse de l'égalité de traitement, de la responsabilité et de l'indépendance.

C'est pourquoi, les 30 juin et 7 juillet, à l'occasion des élections législatives, la CGT Fonction publique appelle à voter pour les candidates et candidats du Front populaire.

D'ici là, elle appelle toutes et tous les fonctionnaires et agent.es de la Fonction publique à participer dans l'unité la plus large à toutes les initiatives citoyennes et syndicales qui sont et seront organisées sur l'ensemble du territoire national ;

En particulier, elle appelle à s'investir massivement dans la journée de mobilisation du 20 juin, y compris par la grève et dans les manifestations.

Au-delà, dans l'unité la plus large, elle continuera à agir pour un projet de progrès social, avec au cœur le développement des services publics, projet dont l'appropriation par le plus grand nombre contribuera à la marginalisation de l'extrême droite.

LA CGT APPELLE LES SALARIÉ·ES À UN SURSAUT ET À SE MOBILISER POUR LE PROGRÈS SOCIAL !



**VOUS VOULEZ AGIR
CONTRE L'EXTRÊME
DROITE ?
◀ INSCRIVEZ-VOUS**